

NOSOTROS



Journal apériodique du groupe anarchiste du Comminges - Neige 2019 - PRIX LIBRE

C'est l'hiver

LE RETOUR DE LA POLICE DE PROXIMITÉ



Au Sommaire,

Surprise, ils sont ni rouges, ni noirs, ni blancs, mais tous jaunes ! p2

Gilets jaunes et répression p3

Laïcité et signes religieux dans l'espace public. p4

Malaise dans l'Éducation Nationale. p5

La Nouvelle Calédonie après le 4 novembre 2018. p6

Sociologie de la déstabilisation sociale p7

Brèves du terrain des luttes p8

Groupe Anarchiste du Comminges
Contact mail : nosotros1936@yahoo.fr

Surprise, ils sont ni rouges, ni noirs, ni blancs, mais tous jaunes !

Après la victoire de la Gauche en 81 et le couronnement du monarque jacobin François Mitterand, une apathie sourde dans la contestation s'est installée dans un conformisme qui rapidement a ringardisé dans les esprits toute idée de remise en cause du système. Les militants culturels dans un libertarisme dorénavant sans danger, un gauchisme convenu, se sont transformés en spécialistes de constitution de dossier pour l'obtention de subventions dédiées à la culture et plus particulièrement au théâtre. L'argent a coulé à flot jusqu'au milieu des années 90, avec ses excès pour les plus talentueux de la pêche aux subventions, pour une culture souvent décalée parfois sans public (exemple : Les *Promonades* en Comminges). Pendant ce temps là, les grands groupes de l'industrie découvraient le miracle de la sous-traitance et la dégradation par voie de conséquences du syndicalisme dans le secteur privé. Les délocalisations ont révélé le détournement du langage du techno-capitalisme en inventant les plans sociaux.

C'est ainsi que durant presque quarante années l'annonce de licenciements s'est banalisée dans une presque indifférence à force de répétitions, comme se banalisent les noyades hebdomadaires des émigrés aujourd'hui. Pas une semaine sans que nous apprenions telle reprise d'une entreprise locale par une multinationale, tel dépôt de bilan, tel rachat, et à chaque fois un malheur silencieux pour tant de femmes et d'hommes. Toutes ces années nous avons vu fleurir tant de bidouillages administratifs dans l'administration de la misère dorénavant normalisée, admise, résignée. Un vote contre l'Europe de Maastricht fut transformé par une contorsion de cuisine politique sans que cela pousse la population dans la rue, par une adhésion sans faille à l'Europe.

La régression sociale continue semblait être une fatalité, quelques uns désespérant de ne pas voir les gens se révolter toutes ces années par tant de cynisme de nos dirigeants d'entreprises et de beaucoup d'élus.

À chaque rassemblement populaire des minorités politiques, intellectuelles, syndicales, s'interrogent, manifestent, ont des prémonitions en pensant que ça devrait craquer un jour, et pourtant non ! Puis la surprise, ça pète et ceux qui militent pour que ça pète depuis des années sont forcément largués comme nous le sommes pour beaucoup. Tout se passe comme si il y avait un MOI social, qui un moment ne peut plus, ce n'est plus possible, déclare que ça suffit ! Au regard de l'histoire cela arrive cycliquement, comme autant d'abcès sociaux qui percent, et ça retombe avec des ajustements qui durent un temps, jusqu'à la prochaine crise.

L'Histoire nous enseigne que la fête insurrectionnelle a ses limites, souvent suivies d'une dictature, à l'exception de la Révolution des œillettes au Portugal. Les sociétés premières se sont édifiées sur le temps long et toutes les tentatives de dirigisme politique et économiques brutaux furent catastrophiques.

C'est en cela qu'une véritable pédagogie quand à une proposition libertaire s'impose, avec une obligation de résultat dans la nécessité d'être audible.

Ce qui est particulièrement intéressant dans le mouvement des GJs, c'est le caractère horizontal du mouvement. Au-delà de toute projection, de tentative de récupération, une brèche est ouverte dans les esprits de la population. Comme en d'autres moments insurrectionnels, il y a cette soif d'échanges, de parler, une réflexion est en marche pour de vrai. Il est notable que la réflexion collective évolue très vite, elle monte en puissance nourrissant un désir également puissant de changement.

Il peut se considérer que ces événements formalisent dorénavant la réalité de l'Effondrement dans le cadre de l'Anthropocène annoncée, et qu'il est peu probable que ce gouvernement ou un autre puisse apporter des réponses, considérant l'allégeance de l'ensemble de la classe politique au Techno-capitalisme. Nous devons contribuer à la résistance de toute récupération, même fut elle anarchiste. Elle serait aussi déplacée que celle de la CGT quand elle s'est agglutinée dans les manifestations avec les gilets Jaunes. Toute structuration politique serait un détournement, une fracture de l'horizontalité qui en est l'essence, le moteur. C'est cette horizontalité qui en est la puissance, le seul levier d'un changement possible.



Le monarque républicain Manuel Macron se livre depuis quelques temps à un exercice talentueux et performant dans ses rencontres avec les élus, visiblement dans la jouissance triomphante devant les ovations des maires présents. Lorsqu'il délivre ce qui pourrait paraître être une évidence : « La solution se trouve dans la création d'emplois ! », cela pose la question : est-ce qu'il est innocent, ou simplement malhonnête ?

Le techno-capitalisme est dans une logique méga-spéculative de réduction des coûts de production par le remplacement des tâches humaines par des automates, depuis la généralisation de la numérisation des données. Les robots ne cotisent pas pour la solidarité sociale, le chômage, la santé, la retraite, les allocations familiales, ils ne sont pas syndiqués. Ce ne sont pas les émigrés qui nous menacent entre autres, ce sont bien les soldats du système, les robots. En conséquence, oser promettre des emplois en qualité de Président, dans la situation de désespérance d'une partie de la population se situe entre inconséquence politique et mensonge d'État. Le constat désolant de la soumission majoritaire des élus en Comminges au technocratisme d'ENEDIS avec la question du Linky qui supprime des milliers d'emplois, nous rappelle qu'ils ne sont vraiment pas les bons référents pour porter la parole du peuple aujourd'hui. Le débat annoncé est déjà truqué ?

Domenge

Les injustices et la casse sociale qui résultent des politiques économiques des pouvoirs de droite et de gauche au service du libéralisme ont, durant des décennies, nourri le mécontentement populaire qui s'exprime aujourd'hui dans le mouvement des gilets jaunes. Depuis le retrait du CPE (avril 2006), de manif traîne savates en manif traîne savates, la stratégie perdant/perdant des bureaucraties syndicales n'a enregistré que des échecs et contribué à leur discrédit, (le mouvement des retraites ou celui de la loi travail en sont l'illustration). Seules des luttes menées en dehors du cadre institutionnel, au sein des ZAD par exemple, ont permis parfois - mais à quel prix ! - malgré une répression féroce et violente de sa part, à faire reculer l'État. En agissant lui aussi en dehors du cadre habituel de la contestation, le mouvement des gilets jaunes a réussi à arracher quelques miettes au pouvoir.

Les manœuvres de l'extrême droite pour récupérer ce mouvement, exprimées ici et là avec des relents racistes et nationalistes largement relayés par les médias, ne sauraient faire oublier que celui-ci, structuré horizontalement, avec la volonté affichée de ne pas se faire récupérer par des partis politiques ou des chefs autoproclamés, remet fondamentalement en cause le système de démocratie représentative. Le rejet de la classe politique qu'il traduit, résulte de promesses non tenues ou de la volonté populaire bafouée, comme ce fut le cas avec le référendum du traité constitutionnel européen, rejeté par 55% des votants et ratifié malgré tout peu après, sous l'appellation de Traité de Lisbonne, par la voie parlementaire unissant, dans un même élan de trahison complice, le parti socialiste et la droite libérale.

Que penser aussi de la « légitimité » de l'arrogant petit monarque élyséen, fondée sur 18,19% des inscrits au premier tour de la présidentielle et seulement 43,61% au second tour. Ce système de démocratie représentative à bout de souffle ne sert qu'à donner un semblant de prétendue caution populaire à une politique menée exclusivement au service de la finance, des lobbys et des plus riches. Comme à l'accoutumé, l'État a choisi la violence pour mater la révolte des mécontents. Il faut mutiler, éborgner, blesser gravement, tirer en visant la tête, cogner pour laisser des traces sur les corps et dans les esprits des troubles irréversibles, des séquelles à vie. Le pouvoir terrorise la population car il est à cran ; il a lui-même la frousse. Le bilan de la répression est lourd. Au terme de l'acte IX, on comptait plus de 2 000 blessés dont une centaine gravement atteints, dix huit ont perdu un œil et quatre ont eu une main arrachée. Le LBD 40 (lanceur de balles de « défense »), abusivement et illégalement utilisé, est à l'origine d'un nombre impressionnant de ces blessures graves : mâchoires fracturées, dents arrachées, joues déchiquetées ou yeux crevés.

Le défenseur des droits, dans un rapport remis en janvier 2019, comme ce fut déjà le cas précédemment en décembre 2017, demande de suspendre l'utilisation de

cette arme des plus dangereuses. Qu'à cela ne tienne ! Enfermé dans une logique d'escalade et d'affrontement qui ne peut mener qu'au pire, le 23 décembre 2018 le ministère de l'intérieur a lancé un appel d'offre pour l'achat de 1280 LBD 40 supplémentaires, ainsi que 270 lanceurs à quatre coups et 180 lanceurs à six coups du même calibre que le LBD 40. Le montant de cette commande s'élèverait, selon Libération, à deux millions d'euros. Cela semble peu au regard du coût de l'augmentation de salaire accordée aux policiers le 20 décembre 2018 représentant, selon Castaner, une dépense annuelle de 70 millions d'euros. Au diable la dépense ! Pour se préserver envers et contre tout, le pouvoir applique la doctrine : « nourris bien tes chiens si tu veux qu'ils t'obéissent ! ». La revalorisation du point d'indice dans la fonction publique attendra.

Limitation du droit de manifester, fichage systématique, interpellations massives (5 000 gardes à vue depuis le début du mouvement), violences policières systématiques et abusives avec des armes que nos voisins européens n'utilisent même pas, sont devenus la norme. La répression exercée par le pouvoir et les mesures liberticides envisagées dans la future loi « anticasseur » préoccupent le Conseil de l'Europe.

Le 30 janvier dernier, la commissaire aux droits de l'homme Dunja Mijatović dit « s'inquiéter en particulier du grand nombre de personnes blessées, certaines très gravement, dans les manifestations ou en marge de celles-ci, notamment par des projectiles d'armes dites de défense intermédiaire telles que le lanceur de balles de défense », et être « particulièrement préoccupée par la disposition visant à interdire préventivement par une décision administrative et sans contrôle d'un juge, de prendre part à une manifestation », ainsi que par celle « érigeant en délit la dissimulation volontaire partielle ou totale du visage au sein ou aux abords d'une manifestation ».

Non seulement Macron et Castaner ont du sang sur les mains mais, avec eux, le pouvoir s'émancipe toujours plus des règles de l'État de droit pour faire rimer Macronie avec démocratie.

PK

Face à l'omerta de l'État,
pour en savoir plus sur les violences policières,
on peut lire les articles très documentés
du journaliste indépendant
David DUFRESNE.

On peut aussi consulter le travail remarquable
du collectif **Désarmons-les** sur son site internet.
Contact : desarmons-les@riseup.net

Laïcité et signes religieux dans l'espace public.

MM. Jean-Michel Lattès et Jean-Baptiste de Scoraille, du conseil municipal de Toulouse, se sont déplacés à Lourdes le 15 août 2018 pour participer, ceints de leur écharpe tricolore, à « une prière pour la France ». Un vrai scandale au regard de la République, une nouvelle atteinte au principe et au respect de la laïcité au titre des élus de cette république et de la loi de 1905 ! L'écharpe républicaine ne se porte pas dans n'importe quelle cérémonie et encore moins dans une manifestation religieuse quelle qu'elle soit. Mais au comble de la provocation, M. Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse, cautionne ces agissements publiquement et renforce son soutien en annonçant qu'il se rendra lui aussi à Lourdes, en 2019, "de manière à dénoncer « un sectarisme anticatholique ». Affaire à suivre !

La religion s'affirme à l'ère macronienne comme une vérité, un chemin à suivre, un prosélytisme religieux qui renvoie à une manipulation mentale insidieuse.

Et dans le Comminges ...

Le long des routes du Comminges s'érigent des Christs, des Vierges, des calvaires. Des rues et quelques places portent des noms à référence religieuse... L'espace public au sens de l'espace commun est largement et « Lourdes »-ment investi par les symboles ou des signes religieux. Ces symboles qui ne passent pas inaperçus, sont imposés pour les laïques, et constituent une réelle intrusion dans l'espace public. Une omniprésence coercitive ! Certains pourront mesurer leur degré de rejet du religieux dans l'espace commun ! Si la religion s'est déployée sur le territoire depuis des siècles, elle demeure aujourd'hui une force d'inertie. Mais au regard de la loi de 1905, et selon l'article 28, « il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque



emplacement public que ce soit...», toute construction après 1905 n'est pas légitime et contrevient à la loi. À Arbas, Poubeau Argut et dans certains villages du Luchonnais, une plaque commémorative est installée à l'intérieur de l'église. Sur certains monuments aux morts, il est gravé « PPE », (priez pour eux) ou des croix latines. Aucun symbole religieux ne devrait figurer sur les monuments pacifistes. Continuera-t-on à voir le représentant de l'état ceint de son écharpe tricolore entrer dans l'église pour des célébrations républicaines ? Les Maires doivent se mettre en conformité au texte de 1905 sur la Séparation de l'Église et de l'État.

L'Église impose son pouvoir jusqu'au sommet des montagnes !

La montagne est envahie de signes ostentatoires religieux : sur beaucoup de sommets, on trouve une croix. Sur certains chemins, la Vierge domine des villages. Que l'on ne nous dise pas qu'ils servent de repères ! Les passionnés de montagne connaissent les cairns, les cabanes, les refuges et s'orientent avec des boussoles et des cartes ou avec un gps. La montagne ne se pratique pas sous l'angle d'une quelconque religion. Ces signes ne sont pas des repères géographiques ; ils appartiennent à l'espace spirituel.

La montagne est un lieu à préserver, un espace naturel qui permet de s'éloigner des pressions de tout ordre y compris religieuses, et c'est aux randonneurs de décider quels objets y sont à leur place. Alors qu'advient-il de tous les édifices religieux construits après 1905 donc totalement illégaux, sur l'espace public ? Les déplacer, les démonter ?

Puisqu'il existe un débat sur la présence de l'ours dans les Pyrénées, un débat sur la destruction éventuelle des croix dans les montagnes aurait toute sa légitimité !

Il est urgent de préserver la loi de 1905, de déchristianiser le paysage, de refuser d'abriter dans l'espace public, des dogmes idéologiques religieux. Le citoyen républicain, laïc, aspire à la liberté de conscience sans dogme.

MCP

Malaise dans l'Éducation Nationale.

L'Éducation Nationale instaure de nouveaux textes à appliquer à chaque nouveau Président de la République. Les ministres successifs ont tous remanié les programmes, restructuré l'orientation ou encore supprimé certaines filières technologiques au profit de bacs techniques, proposé des formations écourtées. Des changements permettant d'apposer leur nom à une loi ou des textes pour mémoire, et qui marque l'arrogance et l'orgueil attachés au pouvoir. Les enseignants se heurtent à des difficultés face au rythme des réformes. Depuis peu, on assiste aussi à une manipulation des concepts dans les programmes d'histoire où le prof est contraint d'enseigner le contenu des religions... des mutations qui déstabilisent la laïcité. L'école n'est plus protégée, elle devient po- reuse : les directives politiques interfèrent.

Les enseignants du public dispensent leurs cours devant des classes plus hétérogènes et de plus en plus surchargées en nombre d'élèves. Le manque de personnels spécialisés, une formation

continue pratiquement inexistante, une pénurie d'AVS (auxiliaire de vie scolaire), et un recrutement d'enseignants par Pôle Emploi marquent la non-reconnaissance d'un métier, le mépris, voire l'abandon par nos gouvernants. Enseigner ne s'invente pas. Récemment on a vu un gendarme occuper un poste de proviseur adjoint, sans formation et sans compétences concernant l'absentéisme, les conduites à risque, la délinquance, et qui plus est, en REP (réseau d'éducation prioritaire), marqué par le décrochage scolaire. L'école manque de profs, de moyens éducatifs, d'infirmiers, d'assistants pédagogiques. Il s'agit d'une réelle violence institutionnelle à l'égard du corps enseignant contraint d'encaisser aussi toutes formes de violence physique et verbale (insultes, menaces), sans protection, sans soutien de l'institution.

L'État se désengage. Une considération négative du métier est véhiculée aussi par nombre de français, et relayée par des médias.

L'État se désengage aussi dans les établissements français à l'étranger, en Russie, au Royaume-Uni. Pour exemple, l'établissement lycée Churchill de Londres suit les programmes français, mais est géré comme une entreprise : les enseignants ne sont pas tous titulaires du CAPES et peuvent être engagés directement par le lycée. Ces formes d'embauche peuvent favoriser un recrutement par cooptation. L'enseignement coûte aux parents 12 000 € par an. Depuis cette année, avec la loi ORE et les nouvelles dispositions du Parcoursup et ses « attendus »

dans certaines filières, de nombreux étudiants se sont retrouvés sans affectation, même avec la « fiche dialogue » renseignée dès le premier trimestre, moyen détourné du fichage des citoyens. On trie les étudiants en fonction de leur bac, de leurs notes, de leur motivation : priorité aux étudiants qui ont le meilleur dossier, ils perdent ainsi l'accès à la filière de leur choix et abandonnent une certaine dimension vocationnelle. La guettoïsation de la société s'observe au sein des établissements.

Le calendrier scolaire s'impose sans respect des rythmes circadiens, dont l'objectif principal est de faire « marcher » l'économie française pour favoriser les cultes du loisir.

Cette société d'économie libérale, capitaliste oblige l'Éducation dite Nationale, - pour combien de temps encore ? - à préparer les jeunes à entrer sur le marché du travail, c'est-à-dire à se vendre pour gagner leur vie, à se conformer aux directives du patron : un retour au système de la féodalité où le vassal prête serment de fidélité, de soumission et d'obéissance à son suzerain. Ce qui prime sont les résultats, la performance, l'ambition. Nous sommes dans une nouvelle ère : celle d'une espèce de féodalité marchande ou économiste. On assiste à une perte de dignité et d'estime de soi provoquant des burn-out, des suicides chez les salariés astreints à des travaux dévalorisés ou contraires à leurs valeurs : dans les administrations, à la Poste, au sein de l'Éducation Nationale, une pendaison d'enseignant dans un gymnase, une immolation dans une cour de lycée, sans parler des autres cas de suicide dont la presse ne parle pas ; la hiérarchie abandonne son personnel.

Les écoles privées sous contrat fleurissent sur le territoire français, ou agrandissent leurs bâtiments afin d'y accueillir de nouveaux élèves ne trouvant pas leur place dans le public. Cette situation est « légitimée » par le spectre religieux véhiculé et entretenu par Macron. La concurrence scolaire entre public et privé s'intensifie. La dégradation commence en 1942, sous Pétain, qui permet la restauration de bâtiments religieux par des dons ou legs défiscalisés. Puis en 1959, la loi Debré assassine l'école laïque : le privé peut percevoir des financements publics ! L'enseignement confessionnel reprend toute sa vigueur aujourd'hui et perçoit chaque année plus de 10 milliards sur les fonds publics.

La laïcité est un principe essentiel à la constitution. Il est temps de défendre l'école laïque et républicaine, une institution neutre, de redonner les moyens humains, de refuser tout dogme religieux et d'assigner les fonds publics à l'école publique.

MCP



La Nouvelle Calédonie après le 4 novembre 2018.

*Kanaky..., L'histoire d'un peuple colonisé et opprimé qui réclame son indépendance.
Un des dix-sept territoires encore non décolonisés selon l'ONU*

Les habitants de la Nouvelle-Calédonie se sont rendus aux urnes dimanche 4 novembre pour voter « pour » ou « contre » l'indépendance au territoire français. Le bulletin de vote mentionnait : « Voulez-vous que la Nouvelle Calédonie accède à la souveraineté et devienne indépendante ? ».

Pour maintenir l'ordre et par peur de débordements, de caillassages, de blocage des routes, un imposant dispositif de sécurité avait été mis en place avec le déploiement de 1000 gendarmes et la vente d'alcool interdite tout le week-end.

Avec un taux de participation important 81,01%, le "non" à l'indépendance l'emporte avec 56,67% des voix, contre 43,33% de "oui", selon les chiffres du Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie.

	Taux de Participation	Votes Blancs	“OUI”	“NON”
Provinces des Îles	61,17	0,36	82,18	17,82
Province du Nord	86,01	0,61	75,83	24,17
Province du Sud	83,01	0,82	25,88	74,12

L'analyse des résultats des votes montre le clivage important qui demeure entre la province sud, et la province nord et les îles. Il est à la fois géographique, historique, économique et social.

La province Nord a largement voté "oui" à l'indépendance avec 75,83% des voix contre 24,17% des voix pour le "non". La province des îles, avec une très grande population Kanak, a elle aussi voté "oui" à l'indépendance, avec 82,18% des voix. Ce sont les territoires que l'on nomme « brousse », des zones délaissées où vivent les Kanak, peuple autochtone de l'archipel majoritairement indépendantiste, quelques caldoches descendants des premières générations de colons européens, là où l'état-nation a colonisé l'ensemble de ces zones géographiques en imposant une forme politique et en détruisant d'autres formes d'organisation sociale. Les inégalités sociales et économiques frappent toujours les Kanak. (Cf article journal Floraison 2018)

En revanche, le "non" à l'indépendance l'emporte à 74,12% dans la province Sud comprenant Nouméa, qui est deux fois plus peuplée que la province Nord et la province des îles réunies, et qui est habitée par des non Kanak.

L'écart entre le "oui" (43,6%) et le "non" (56,4 %) s'avère intéressant. Comme une forme de sursaut identitaire, d'appartenance communautaire, le scrutin marque une importante percée des indépendantistes et affirme une sorte de rupture avec la métropole. Si la majorité des électeurs indépendantistes sont les Kanak, ils représentent la plus grande communauté du territoire (39%), mais ne sont pas assez nombreux pour faire basculer le scrutin puisque l'organisation de ces élections a permis aux nombreuses autres communautés (européennes, asiatiques, ...) de voter lors de cette

consultation. Quelle légitimité observer ? Comment renverser l'ordre impérialiste et capitaliste qui les maintient encore en tant que colonie même si l'on parle de « collectivité » ? Il est clair qu'au delà de l'indépendance à la France, le peuple kanak poursuit son indépendance.

Selon Pierre-Christophe Pantz, docteur en géopolitique, ce résultat "va forcer les nonindépendantistes à revoir leur copie". Pour Louis Mapou, chef du groupe UNI-FLNKS au Congrès, "il faut redéfinir complètement les relations avec la métropole. Si on doit discuter de quelque chose ce sera forcément de la souveraineté". "Le 'oui' est un acquis sur lequel nous allons continuer à bâtir", a déclaré pour sa part Gérard Reignier, directeur de campagne du parti kanak FLNKS ».

Dans son allocution Macron parle de « fierté » et s'approprie l'oeuvre portée par les accords de Matignon (88) et Nouméa (98). Si Macron souhaite « construire une Nouvelle Calédonie, forte de son histoire » et son « inscription dans la République et dans le destin océanique et indo-pacifique qui est le sien », avec les « calédoniens », alors il oublie que le peuple autochtone est le peuple Kanak. À aucun moment de son discours il ne parlera des hommes, les « Kanak », peuple opprimé, colonisé. Où se situe l'identité commune ? C'est oublier aussi que les Kanak possèdent leur drapeau. On peut aussi s'interroger sur la notion de destin commun et l'interprétation que chacun peut en faire et, la vision opposée de l'avenir de chacun des deux camps indépendantistes et non indépendantistes. "Au plan politique, il n'y a pas d'autre chemin que celui du dialogue. Le gouvernement proposera aux forces politiques de Nouvelle-Calédonie de se réunir dans les prochaines semaines, ... Dans un esprit de dialogue que plus rien n'entamera" a précisé Emmanuel Macron. Qu'en est-il en réalité sur le terrain quand on voit ce qui se passe en métropole avec les gilets jaunes ?!

L'état français écoutera-t-il les propos d'une Kanak ? : « Moi j'irai voter le jour où ce sera le vrai référendum d'autodétermination, c'est-à-dire que seul le peuple Kanak vote ».

Selon Stéphanie Graff, docteure en anthropologie, « la finalité du destin commun est de masquer cette question de l'accession du territoire à la pleine souveraineté et peut-être de la faire oublier en donnant un maximum d'autonomie et en fabriquant une citoyenneté calédonienne mais qui doit tout de même rester un sous-ensemble de la nationalité française. La politique de destin commun veut faire de la société calédonienne une société créole alors qu'il y a un peuple autochtone et colonisé, qui historiquement revendique son indépendance. »

La question de l'indépendance n'est pas terminée. Comme le prévoit l'accord de Nouméa, deux autres consultations sur l'indépendance dans les quatre prochaines années seront mises en place. Des élections provinciales sont maintenues pour mai 2019.

Les classes stabilisantes déstabilisées par les fins de mois difficiles

Le caractère inédit du mouvement insurrectionnel des Gilets Jaunes réside dans ce qu'il est la manifestation d'une catégorie indéfinissable. Il regroupe majoritairement aussi bien des retraités que de petits patrons d'entreprise, de chômeurs que de salariés privés ou fonctionnaires, avec sur la marge l'attraction fatale exercée sur les fracassés du système, les exclus, mais aussi les courants politiques de la Gauche à l'Extrême Gauche avec sa symétrie sur la Droite et l'Extrême Droite. Il y a comme à chaque fois les tentatives de récupération et d'appropriation par la prise de pouvoir, par le fait de la vacance du pouvoir au sein d'un mouvement qui se revendique comme horizontal.

Comme dans toute situation insurrectionnelle, une réflexion se met en marche. Elle avance rapidement avec une exaltation de même nature sur le fond que celle de la fête, du carnaval, du sentiment amoureux. On se parle, on échange, on s'excite en se regardant les uns les autres avec reconnaissance, avec bienveillance; tout le monde il est gentil, tout semble possible. Le temps de la fête s'estompe et celui des questions s'impose aux esprits : que fait-on de cette énergie ? C'est le temps de la gestion, semblable à celui qui érode l'euphorie du sentiment amoureux. Deux courants s'imposent mécaniquement : la recherche d'une issue promotrice d'espérance en s'accommodant des outils institutionnels de négociation, du cadre imposé par l'État, le Président et son Premier Ministre. Un autre courant nourrit en premier lieu par la conviction profonde que le cadre proposé pour le grand débat est truqué par l'évidente stratégie du Gouvernement, celle de vouloir gagner du temps. Dans le refus de se laisser manipuler par un débat institutionnalisé, une brèche est ouverte pour une coïncidence de réflexion politique avec les courants radicaux déjà cités.

Les ombres et lumières de ce mouvement pour le coup réellement en marche, nous sommes bien dans un contexte de lutte de classes, mais pas dans la configuration du marxisme léniniste où, parce que la classe ouvrière avait intérêt à faire la Révolution il fallait prendre le pouvoir pour que celle-ci gouverne. Sans se perdre sur le désastre économique-culturel de l'URSS et son effondrement, nous avons vu les limites historiques de la participation des communistes au gouvernement sous l'ère du monarque républicain F.Mitterand. Maurice Joyeux, anarchiste notoire de l'après guerre, adversaire idéologique inépuisable de Daniel Cohn-Bendit en Mai 68 disait : « L'erreur d'analyse des marxistes est de croire que ce n'est pas parce que la classe ouvrière a intérêt à faire la Révolution qu'elle a envie de la faire ! ». Toute la question est là. Le mouvement des GJs rassemble majoritairement des laissés pour compte de la Société de Consommation, et un congloméra de consommateurs qui ne peuvent plus consommer avec la taxe de trop. Ne percevant plus la relation dans leur situation économique des effets de l'élection des représentants, ils ont trouvé le signifiant minimum au travers des ces gilets devenu fédérateurs libres de toute obédiences.

La classe ouvrière et sa verticalité syndicalisée est une espèce en voie de disparition par le fait même de la numérisation et de la robotisation par voie de conséquence. Les syndicats ne représenteront plus à terme que les fonctionnaires eux même en voie de disparition. Les Gilets Jaunes ont-ils envie de faire la Révolution ou simplement provoquer une véritable réforme de la Constitution en obligeant le techno-capitalisme à réduire

ses marges financières obscènes ? Les GJs veulent s'adresser à l'Etat en s'adressant aux Préfectures. Au-delà des performances du Président Macron, lequel est dans la stratégie de gagner du temps, Il peut jouer pour lui, ou contre lui. C'est un pari risqué, car les GJs déconsidèrent les instances locales, les maires jusqu'à maintenant sont de plus en plus des figurants avec la délégation de leurs prérogatives, alors que les performances du Président et de son premier ministre sont adressées aux Maires ? Cette dichotomie dans la communication politique promet de drôles d'aventures et de désordres sociaux. Est-ce une erreur de communication du Gouvernement et des médias, à moins que cela fasse partie de la stratégie n'évoquant que les métropoles et les territoires ruraux ?

Quand les banlieues entreront dans la danse, considérant la dimension ethnique de la pauvreté dans l'Hexagone et les DOM-TOM, la tentation extrême-droitière pourrait rendre la situation explosive. Pour une bonne partie de la population, les banlieues comme les DOM-TOM, tout se passe comme si cela n'existait pas. Quand au mouvement syndical, les acteurs du mouvement associatif et écologique, ils sont considérés comme des privilégiés, suspects par conséquent. Le propos de l'auteur : Jean-Claude Milner est à retenir sur la formalisation de ce qui constitue et a motivé cette insurrection. Les institutions de l'Etat français reposent depuis l'après guerre sur une relative stabilité, lesquelles furent renforcées par le coup d'état du Général De Gaulle avec la constitution de la 5ème république. Mais bien plus encore après les accords de Grenelle en 68 qui a inscrit les années 70 dans une boulimie de consommation massive toute catégorie confondue. Cette même population composant aujourd'hui les GJs et qui progressivement s'est comptée dans les abstentions et le vote blanc aux élections successives a constitué jusqu'au mois de novembre 2018 ce socle de stabilité qui faire dire à Jean-Claude Milner* qu'il s'agit de la *classe stabilisante*. Elle a supporté jusqu'à il y a peu la régression sociale, celle des rémunérations, l'insécurité sociale, etc..., mais tant qu'elle pouvait survivre dans le système et continuer tant bien que vaille à consommer, elle s'en accommodait au grand désespoir des acteurs sociaux politiques et culturels, les militants sur le terrain. En perte de confiance totale vis-à-vis de la représentation politique institutionnelle, en perte d'espérance économique, la voilà maintenant dans la rue. La culture pseudo démocratique française repose sur un principe de majorité, les GJs se perçoivent à juste titre sur le fond comme La majorité, se percevant légitime pour réclamer à ce titre la démission du Président.

Elle se découvre un pouvoir qu'elle n'avait pas imaginé, qui plus est celui en apparence de l'action violente avec le cadeau d'une augmentation de revenu pour les plus faibles aux premiers coups de semonce. Cette catégorie jusqu'il y a peu invisible en dehors des temples de la consommation de masse acceptera elle encore de s'appauvrir, de ne plus pouvoir consommer, fusse des produits manufacturés médiocres ou issus de l'agro-industrie pollués ?

Une réflexion collective s'est mise en marche, y compris sur la question du refus du choix entre la fin du mois et celle de la fin du Monde ! Elle ne devrait plus s'arrêter.

* Claude Milner : linguiste et philosophe, il est l'auteur de *Considération sur la France*.



Brèves du terrain des luttes

Fin février, deux Camarades du groupe **Nosotros** vont participer à un convoi solidaire de 27 fourgons à destination de la Grèce. Ce convoi est le cinquième depuis 2017 à partir apporter des denrées de première nécessité à destination d'initiatives autogérées en Grèce. Ils sont organisés par le collectif ANEPOS, basé dans le Tarn et à Athènes, et dont fait partie Yannis Youlountas, réalisateur de documentaires militants sur les résistances du peuple grec face à la crise économique de 2008, puis à la Troïka qui lui est imposée depuis 2010. Le but de ce convoi est d'atteindre le quartier autogéré d'**Exarcheia** à Athènes afin d'apporter un soutien à des dispensaires gratuits et autogérés, mais aussi des squats de migrants ainsi que des soupes populaires. Ensuite, le convoi se scindera en deux parties pour continuer d'une part sa route vers Thessalonique, et d'autre part vers la Crète, où une ZAD contre un projet d'aéroport s'est constituée à l'été 2017. Ce convoi fera l'objet d'un retour d'expérience dans notre prochain numéro.

« *La liberté d'autrui étend la mienne à l'infini* » Mikhaïl Bakounine

Nous relayons ici le 2^{ème} Appel de Commercy dont l'intégralité du texte se retrouve facilement sur le Net.

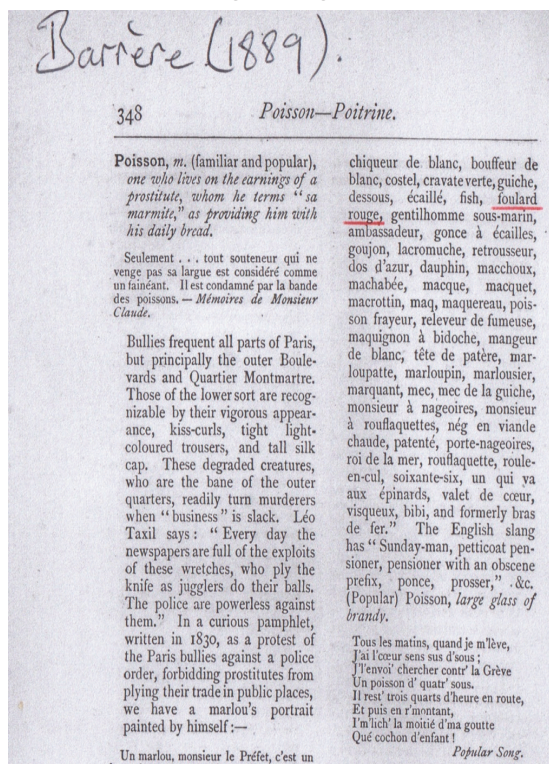
Nous, Gilets Jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manifs, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en « Assemblée des assemblées », réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets Jaunes de Commercy (<https://www.youtube.com/watch?v=GB1-Sg4jt7Y&t=14s>).

/.../

Appel proposé par l'Assemblée des Assemblées de Commercy. Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.

Le froid sévit aussi au TGI de Toulouse, Au 23 janvier 2019 et depuis le mouvement des gilets jaunes du 17 novembre 2018 on compte :
410 interpellations ; 263 gardes à vue ;
115 déferrements (comparutions immédiates ou pas) ; 196 mois de prison avec sursis ;
121 mois de prison ferme (dont peines aménagées) ;
10500 € de fin de mois pour certains flics ; 5550 € de frais de justice ; 61 ans d'interdiction de séjour aux manifestations toulousaines ;
et des mutilations !!!

Contribution de notre expert bibliophile résolument non sympathisant des Foulards Rouges concernant ces derniers.
Extrait du dico bilingue d'argot de Barrère (1889)



À Saint Gaudens aussi, même sans lacrymogène, police et gendarmerie sont main dans la main pour remplir l'agenda du tribunal.
Les mois à venir verrons quelque contrevenants en gilet jaune se frotter à la justice de classe pour au choix : Trouble à l'intégrité physique et à l'image, Refus d'obtempérer, Occupation de lieu non conforme, Occupation du domaine public, Insulte à représentant de l'ordre...
L'envie de nous mettre une peur (du) bleu ???

Infos et suite sur : gillesetjohn.net

Le groupe anarchiste Nosotros du Comminges organise régulièrement des projections, débats et conférences. N'hésitez pas à nous demander à vous inscrire sur notre liste mail afin d'être informé des événements à suivre, ou encore à nous proposer tout film ou débat, voire à participer activement ! - nosotros1936@yahoo.fr